

Partis : vraiment au service de la population ?

Qui est vraiment au service de la population ? Le Rassemblement national ? il veut prendre de l'argent qui va aux immigrés, et en redonner à ceux qu'il juge des « vrais » français. Si on y réfléchit, ça veut dire qu'il ne touche pas du tout aux plus riches. Il ne touche pas au moteur qu'ils se sont fabriqués, et qui les enrichit toujours plus. Pourtant, il y a là, dans les banques des capitalistes, dans la propriété des grosses entreprises, mille fois, un million de fois plus que tout ce qu'on pourrait enlever à des immigrés, qui, en réalité, n'ont pas grand-chose.

L'histoire le montre, et l'actualité dans plusieurs pays aussi. Les partis d'extrême droite, une fois au gouvernement, ne touchent pas aux puissants. Au contraire, ils s'en approchent, ils font vivre leur petit monde comme des nouveaux riches.

La droite, le centre, s'appellent démocrates, républicains ou autre : eux disent plus clairement qu'il ne faut pas toucher au moteur capitaliste, le système qui enrichit les plus riches. Pour eux, on ne peut pas faire autrement, et la gauche mènerait à la faillite.

Enfin, à gauche. Là, on nous dit qu'on veut vraiment être au service de la population. On va augmenter les salaires, en tout cas certains salaires. Rappelons que dans le passé, ils suivaient automatiquement les hausses des prix. La gauche veut aussi remettre un impôt sur les grosses fortunes, améliorer les services publics. Bref, elle veut reprendre au monde des riches une partie de l'énorme richesse qu'ils ont accumulé, et en redonner à la population. Tout le monde devrait voter pour ce genre de programme !

Pas si sûr. Parce qu'on nous a déjà fait le coup. En 1981, la gauche, PCF et PS, avait créé en France un immense espoir. Et elle s'est fait élire avec un programme encore plus dur pour les plus riches. Mais au bout de quelques mois, ce gouvernement de gauche a dit : « Ah, on est désolés, vraiment désolés, mais l'économie va mal ; on ne peut plus faire que les salaires montent comme ça. On va les bloquer ».

« L'économie va mal » ! Ça veut dire quoi ? Ça veut dire : ceux qui comptent vraiment dans l'économie ne sont pas contents. Il y a en France 3 millions de millionnaires. Et ce monde des riches est encore plus inégal que le nôtre. Certains ont mille fois plus que les autres, il y en a 55 qui sont milliardaires. Et le plus riche a 214 milliards.

C'est dans ce monde-là que tout se passe. C'est

eux, et leurs collègues des autres pays riches, qui achètent les dettes de l'Etat français. Car ces dettes, qu'on appelle des « obligations », leur rapportent des intérêts, et les rendent toujours plus riches. Cette dette se monte à 3000 milliards, celle des Etats-Unis, c'est dix fois plus. Ceux qui possèdent ces dettes font la pluie et le beau temps... de l'économie.

Si le programme d'un gouvernement va, même un peu, contre leurs intérêts, ils revendent leur dette, ou en achètent moins, ou ils l'achètent mais en obligeant l'Etat à y mettre des intérêts plus forts. Et là, on nous dit : « l'économie va mal ». L'Etat arrête alors ce programme qui ne leur plait pas. Et tout va mieux... pour eux. C'est ce qui s'est passé en 1981 en France. Et déjà en 1925, la gauche, en France, appelait ça le « Mur de l'argent ».

Aujourd'hui, ni La France Insoumise, ni personne au Nouveau Front Populaire ne nous dit cela. Cette gauche a oublié que ce n'est pas le gouvernement de Front Populaire, élu le 3 mai 1936, qui avait obtenu pour les travailleurs une hausse des salaires de 7 à 15%, le droit d'avoir des délégués, les premiers congés payés. Il a fallu la grève, les entreprises occupées par les grévistes, à partir du 11 mai et en juin.

Il n'y a pas vraiment de solution par les élections dans le monde capitaliste. Rien d'essentiel ne change. Seule la lutte a pu faire bouger les choses. Mais quitte à lutter, autant lutter, une fois pour toutes, pour changer ce qui ne va pas dans le système. Abandonnons le vieux moteur à essence capitaliste, qui pollue la planète et enrichit les riches. Il est grand temps de mettre en place, ensemble, démocratiquement, une machine moderne, qui vise l'égalité.

Pour cela, il faut annuler la dette de l'Etat. Il faut enlever aux capitalistes les grosses entreprises dont ils sont propriétaires, et en faire un bien commun. Il faut mettre en avant un programme clair, le seul qui ne trompe personne : se débarrasser du vieux moteur capitaliste. Et si aucun parti ne le fait, si aucune élection ne le permet, c'est en nous réunissant, comme ont pu le faire les Gilets jaunes, à la base, dans les lieux de travail, dans les quartiers, que nous devons le faire.

8/9/2024

L'Ouvrier n° 405

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

pour recevoir chaque parution, découvrir d'autres numéros, nous aider :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX

Notre site internet : louvrier.org